



CARREFOUR DAUPHINE Club d'Affaires



Député, Maire et Entrepreneur... Trois raisons d'aimer Jean-Michel Fourgous !

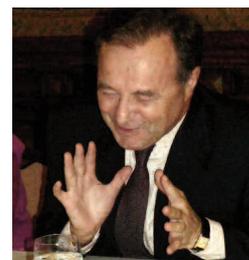
Des débuts qui donnent faim !

Jean-Michel est né dans une cité HLM de Montreuil en Seine-Saint-Denis. Il inaugure cette soirée avec cette annonce. Décor planté. Il revendique cette singularité « désenarquante » qui animera toute sa vie. Sa pugnacité. Il quitte l'école sans passer son baccalauréat et entre chez IBM à 16 ans (essayez de faire ça aujourd'hui ?) où il découvre avec intérêt la vie de l'entreprise. Animé par l'envie d'élargir son horizon, il décide de reprendre alors ses études tout en travaillant la nuit pour les financer. Il obtient un doctorat de psychologie sociale. Entre au CNRS où il devient ingénieur de recherche, spécia-

lisé dans l'éducation. Apprécié dans son domaine de compétence, il ressent cette fierté rassurante (mais provisoire !) de faire partie du service public.

Après le CNRS : la fièvre entrepreneuriale.

L'envie d'entreprendre le pousse à 30 ans, en 1983 à quitter le cocon de la fonction publique pour créer son entreprise de services. Là, il découvre qu'il n'est plus l'enfant chéri qui représente l'Etat dans des colloques ou des séminaires, mais que le chef d'entreprise qu'il est devenu a rejoint le clan des parias, des exploités qui « font de l'argent ». Honte et opprobre de ses anciens collègues !



Il garde encore en mémoire son premier contrôle fiscal, où a priori, il était fraudeur. De cette période il mûrit les combats futurs qui seront les siens comme parlementaire. Il enrage contre les règlements formatés pour les grandes entreprises et absolument inadaptés aux petites structures d'une vingtaine de consultants comme la sienne.

Pour combattre de l'intérieur : devenir député ?

Il décide de devenir député pour trouver des solutions aux problèmes. En 1993, il est candidat dans la 11^e circonscription des Yvelines-Trappes, Verrières-le-Buisson. 17 candidats sont en lice, dont Harlem Désir qui bénéficie de gros moyens et de forts soutiens dont celui de la presse. A la surprise des états-majors politiques, il arrive en tête au premier tour. Le RPR lui propose alors de lui apporter son soutien pour le second tour, lui affirmant que telle était leur intention au premier tour, mais que « le courrier avait dû se perdre... ». En dépit du désintérêt de la presse pour sa candidature et ses moyens limités, Jean-Michel Fourgous est élu député.

La découverte des bancs de l'Assemblée !

Une nouvelle aventure commence. A son entrée à l'Assemblée nationale, le groupe RPR lui propose d'être membre de la commission des finances. Il découvre le grand décalage avec l'entreprise. Un de ses premiers chocs a été celui de l'amendement Chamart qui portait sur la réduction du temps de travail et la semaine de 32 heures. Le jeune député est décidé à ne pas le voter, ce qui va donner lieu à une anecdote cocasse. En effet, le président de la République, Jacques Chirac l'appelle à son domicile et tombe sur sa femme de ménage qui, à l'énoncé de sa fonction, lui répond « et moi, je suis la reine d'Angleterre ». Le Président explique à Jean-Michel Fourgous que la réduction du temps de travail est populaire dans l'opinion publique et lui demande de le voter. Après un vrai cafouillage, l'amendement ne sera finalement pas voté.

Des entrepreneurs députés, ça existe

L'idée de réunir de réunir un groupe de travail sur le monde économique en marge des commissions institutionnelles va chemi-



ner. Avec Olivier Dassault, député de l'Oise, ils vont rassembler au sein de "Génération Entreprise" une centaine de députés sur les 577 qui ont une expérience de l'entreprise. Ce club composé pour un tiers qui ont été ou sont chefs d'entreprise, un tiers cadres dirigeants et un dernier tiers des députés ayant exercé des activités de conseil aux entreprises. Ce club se définit comme une force de propositions et d'action. L'objectif est d'influer sur les projets gouvernementaux pour faciliter la vie de l'entreprise et stimuler l'emploi. Pour ces 100 parlementaires, il est urgent de rétablir la confiance entre le capital et le travail.

Nombreux combats... quelques victoires

Parmi les batailles remportées par "Génération Entreprise" et Jean-Michel Fourgous, on peut citer la défiscalisation de l'ISF en cas d'investissement dans les PME et la transformation des contrats d'assurance-vie mono support en contrat multi-supports sans perte d'avantage fiscal, afin d'orienter l'épargne vers l'investissement des entreprises. La France est le seul pays qui ne s'est pas débarrassé de cet impôt archaïque qu'est l'ISF. C'est pourquoi, la mesure permettant à ceux qui sont assujettis à l'ISF d'investir dans les PME est une mesure gagnant/gagnant. L'Etat y gagne par le surcroît d'activité des entreprises et les particuliers par une diminution de la pression fiscale. L'autre victoire est l'amendement présenté par Jean-Michel Fourgous au nom du club "Génération Entreprise" qui permet d'orienter une partie de l'épargne déjà placée dans l'assurance-vie vers l'investissement en actions. Cet amendement a déplacé 64 milliards vers les entreprises, vers l'économie réelle. « Nous nous sommes battus contre les class-actions et contre l'entrée des syndicats dans les TPE ». "Génération Entreprise" continue d'être vigilant.

Et si on finissait par supprimer l'ENA ?

Pour faire gagner la France, la société civile et le monde de l'entreprise doivent réussir l'union sacrée pour reprendre le pouvoir laissé trop longtemps à l'élite administrative. Passant du

constat à l'action, Jean-Michel Fourgous a déposé une proposition de loi visant à supprimer l'ENA. Il ne peut supporter le poids, deux mesures. D'un côté le petit chef d'entreprise qui à la première difficulté se retrouve mis au banc des différents organismes et les protégés de l'Etat mis à la tête de grandes entreprises qui en cas d'échec ne seront pas tenus pour responsables mais tout simplement recasés (avec promotion !). La France est le seul pays à avoir fonctionnarisé son intelligence. La méconnaissance par une grande partie des élites administratives des mécanismes économiques est un handicap en termes de croissance. On évalue ce déficit à la perte d'un point de croissance. L'autre travers qu'il nous faut combattre, c'est l'habitude de dénigrer. Si on ne dénigre pas, on n'est pas intelligent. En allant voir la gestion des fonds souverains à Dubaï, en Norvège ou aux Etats-Unis, Jean-Michel Fourgous s'est convaincu que la bataille de la culture économique passe par la bataille de l'opinion.

Une porte de sortie : la culture

La France doit mettre tous ses efforts, mobiliser les moyens et investir dans l'éducation. Quelques chiffres démontrent l'urgence de ce chantier. Depuis l'année 2000, l'OCDE mène une enquête auprès des jeunes de 15 ans dans les 30 pays de l'OCDE et quelques pays partenaires pour évaluer non pas les connaissances académiques ou scolaires des ados, mais leur capacité à appliquer ce qu'ils savent dans la vie réelle. La première enquête PISA (Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves) a eu lieu en 2000, puis en 2003, 2006 et 2009. Nous n'avons pas encore le classement 2009, mais dans celui de 2006, la France a pris une nouvelle claqué. Elle qui a longtemps cru à la suprématie de son modèle éducatif se classe 19e sur 30 pays en sciences (en ayant perdu six places par rapport à 2003) et 17e pour la compréhension littéraire et les mathématiques.

Les aptitudes linguistiques, si nécessaires dans une économie mondialisée, sont également défailtantes. Les résultats du TOEFL placent les étudiants français au 69e rang d'un classement mondial effectué sur 109 pays. Si l'on met en parallèle les maigres performances au test PISA en sciences, la désaffection

pour les études scientifiques - nous ne formons que 20 000 ingénieurs chaque année pendant que les Chinois en forment 600 000 - et notre contre-performance en langues étrangères, il est clair qu'il y a urgence à réformer notre système éducatif. Demandons-nous pourquoi 80 % des enfants déclarent s'ennuyer à l'école.

Alors, la culture numérique à l'école pour tous ?

Une des pistes explorées par Jean-Michel Fourgous est le développement de la culture numérique à l'école primaire. Dans sa ville d'Elancourt, 100 % des classes sont équipées en TNI (Tableaux Numériques Interactifs), ce qui représente d'avoir fait des sacrifices dans d'autres domaines. Cette situation est loin d'être la norme. Là encore le constat doit nous interpeller. La France se place au 24e rang sur les 27 pays de l'Union européenne pour l'équipement informatique des écoles. C'est sans doute cette expérience de terrain qui a conduit en août 2009, le Premier ministre à commander à Jean-Michel Fourgous un rapport visant à déterminer les priorités et à préconiser des mesures pour assurer le développement de la culture numérique à l'école numérique... Reste à espérer que le rapport « Réussir l'école numérique » remis le 15 février 2010 au Premier ministre déclenchera un plan massif d'équipements, de formation et de création de ressources.

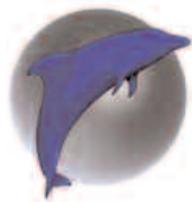
Ah ! Si tous les députés étaient ainsi calibrés ?

Ce n'est sûrement pas la panacée, mais ce serait un début de solution aux dramatiques lacunes, distorsions, empêchements de toute nature que notre état - qui consomme quand même 56 % du PIB - nous impose, empile, rajoute au fur et à mesure des 15 000 lois et 120 000 décrets d'application qui ne subissent pratiquement aucune abrogation...

Tu as encore beaucoup à faire Jean-Michel ! Mais tu nous as apporté un éclairage précis, vivant et malgré tout encore teinté d'optimisme, ce qui est ta vraie performance ! Continue, on est avec toi et merci de ta fidélité aux entrepreneurs que nous sommes.

Hervé Lassalas





Prochain dîner de Carrefour Dauphine

Le **6 décembre** à 20 heures, au Raphaël.

Invitée : Madame Yseulys Costes,
Présidente 1000 Mercis